Réunion régionale africaine virtuelle de l'OIT
2 juillet 2020
Crise de COVID-19 en Afrique: reconstruire en mieux

Note conceptuelle

Introduction

Après les premières infections en Chine fin 2019, la maladie à coronavirus (COVID-19) a continué de se propager à travers le monde. Déclarée pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) le 11 mars 2020, la COVID-19 est devenue une urgence mondiale, compte tenu de son impact sur l'ensemble de la population mondiale, l'économie et le monde du travail. À l'échelle mondiale, au 16 juin 2020, l'OMS¹ avait signalé 7 941 791 cas d'infections et 434 796 décès. De ce nombre, 251 866 cas ont été confirmés en Afrique avec 6 769 décès². Au-delà de l'impact sur la santé, la COVID-19 a gravement affecté l'économie à travers le confinement et les mesures restrictives, qui ont été mises en place dans la plupart des pays africains – avec des répercussions socio-économiques durables.

Les pays africains ont formulé des réponses politiques pour faire face à l'impact du COVID-19, en s'inspirant entre autres du *Cadre des Nations Unies pour une réponse socio-économique immédiate à la COVID-19* et du *Cadre stratégique de l'OIT pour lutter contre la crise de COVID-19 fondé sur les normes internationales*. Ces réponses stratégiques doivent être appliquées efficacement en tant que préalable nécessaire à un retour progressif et sûr au travail. De façon critique, beaucoup de débats ont lieu sur ce à quoi ressemblera le monde du travail alors que nous nous efforçons de sortir ensemble de la pandémie, avec l'idée d'une « nouvelle normalité » au travail qui gagne en importance. Cependant, peu d'efforts sont déployés pour faire la distinction entre les nouvelles pratiques, qui seront nécessaires tant que le virus représentera une menace, et les perspectives à plus long terme dans un avenir qui pourra être envisagé sans ces contraintes. On fait valoir que quelles que soient les restrictions en vigueur aujourd'hui, l'avenir du travail peut, et doit, être ce que nous voulons qu'il soit. Par conséquent, les plans de relance doivent, dès le départ, jeter les bases d'une « meilleure normalité ». L'Afrique participe activement à ce dialogue politique pour mettre sur la table les dimensions particulières de la région.

L'impact de COVID-19 sur le continent africain

Bien que le nombre de cas de COVID-19 et de décès puisse sembler encore faible en Afrique par rapport aux autres continents, la crise sanitaire qui se profile pourrait avoir des conséquences désastreuses sur les systèmes de santé du continent, déjà mis à rude épreuve et manquant de

¹ <https://covid19.who.int/>

² <https://africacdc.org/covid-19/>

ressources, et a en effet déjà dégénéré en difficultés socio-économiques considérables et généralisées.

L'impact des mesures de confinement adoptées pour atténuer la pandémie a largement dépassé celui des chocs commerciaux initiaux et des restrictions de voyage introduites peu après l'apparition de la maladie. L'incertitude qui entoure le virus et les mesures politiques qui en découlent, telles que l'éloignement physique et le confinement, ont entraîné une baisse de la demande de produits africains en raison d'un fort déclin des activités manufacturières mondiales, aggravé par une baisse de l'activité économique sur le continent, la main-d'œuvre restant chez elle pour combattre le virus. Les services non essentiels, la production et les chaînes d'approvisionnement ont été directement touchés par le confinement, ce qui a entraîné, entre autres, une réduction du nombre d'heures travaillées ainsi que des pertes d'emploi et de revenus.

Par conséquent, la crise de la COVID-19 menace le robuste schéma de croissance en Afrique et a de graves conséquences pour la réalisation du travail décent. Selon la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), dans le meilleur des cas, la croissance moyenne du PIB de l'Afrique pour 2020 diminuera de 1,4 points de pourcentage, passant de 3,2 pour cent à 1,8 pour cent. Dans le pire des cas, nous prévoyons que l'économie africaine se contractera jusqu'à 2,6 pour cent en 2020.

La CEA estime en outre qu'entre 5 et 29 millions de personnes seront poussées en dessous du seuil d'extrême pauvreté de 1,90 dollar par jour en raison de l'impact de COVID-19, par rapport au scénario de croissance africaine de base pour 2020. Les ménages vulnérables touchés par la COVID-19 sont confrontés à une probabilité accrue de 17,1 pour cent d'entrer dans une pauvreté transitoire, une probabilité accrue de 4,2 pour cent de rester dans la pauvreté pendant une décennie ou plus, et une baisse de la probabilité de sortir de la pauvreté de 5,9 pour cent. L'augmentation des niveaux de pauvreté exacerbera également les inégalités de revenu existantes.

L'impact sur l'emploi en Afrique risque d'être sévère dans les zones urbaines. Avec les secteurs de l'économie concentrés en zone urbaine (fabrication et services) qui représentent actuellement 64 pour cent du PIB, entraînant des pertes substantielles d'emplois productifs. En particulier, les quelque 250 millions d'Africains qui occupent des emplois informels en milieu urbain (à l'exclusion de l'Afrique du Nord) sont et seront exposés à des risques – avec un plus grand nombre de femmes travaillant dans ce secteur. Les entreprises dans les villes africaines sont très vulnérables aux effets liés à la COVID-19. En conséquence, le BIT estime actuellement³ que l'Afrique risque de subir une perte d'emplois sans précédent, à hauteur de 42 millions d'emplois équivalents temps plein (mesurés en heures de travail, en supposant une semaine de travail de 40 heures) au cours du deuxième trimestre de 2020.

En outre, selon les dernières estimations de l'OIT, 80 pour cent de l'emploi total en Afrique se trouvait dans des entreprises de moins de 10 travailleurs et près de 75 pour cent de l'emploi total dans des entreprises de l'économie informelle ont moins de 10 travailleurs⁴. La situation s'est

³https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/documents/briefingnote/wcms_745964.pdf

⁴ <https://www.ilo.org/global/topics/employment-promotion/small-enterprises/covid-19-vis/lang-en/index.htm>

détériorée en raison de la pandémie. Les mesures de confinement et une baisse de la demande ont affecté les revenus des entreprises formelles et informelles. Étant donné que les propriétaires de Petites et Moyennes Entreprises (PME), en particulier ceux du secteur informel, ne disposent pas de réserves financières pour faire face à de telles crises, ils sont souvent contraints de vendre leurs actifs productifs pour les utiliser afin de répondre aux besoins de consommation immédiats pour leur survie, ce qui a un impact significatif sur leurs moyens de subsistance et ceux de leurs travailleurs.

En outre, avec la COVID 19, il a été observé une augmentation des cas de violation des droits des travailleurs, y compris les déductions de salaire, les licenciements sans motif, les congés forcés sans solde, etc. La pandémie menace également de réduire à néant tous les progrès réalisés dans la lutte contre les pires formes de travail des enfants sur le continent. En mai 2020, 148 millions d'emplois étaient menacés dans des entreprises informelles opérant dans des secteurs à haut risque en Afrique.

Les plus touchés sont les recycleurs de déchets, les vendeurs ambulants et les travailleurs des secteurs du transport, de la construction, des services domestiques, du tourisme, de l'hôtellerie, des arts et de la culture, y compris les petits paysans des zones rurales ou périurbaines qui produisaient pour le marché urbain. Les femmes et les personnes handicapées qui travaillent dans ces secteurs sont particulièrement vulnérables. En outre, les travailleurs migrants, qu'ils soient nationaux ou internationaux, sont particulièrement vulnérables, car ils peuvent se retrouver sans "chez eux", enfermés, et n'ont accès à aucun système de protection sociale, formel ou informel.

En résumé, l'impact de COVID-19 sur les entreprises, les emplois et les revenus des Micros, petites et moyennes entreprises (MPME) et de leurs travailleurs, en particulier dans l'économie informelle, sera plus sévère étant donné l'insuffisance ou l'absence d'options de protection sociale à leur disposition et sachant leur revenu moyen et leur productivité plus faibles au départ. Cela pourrait perturber la production et la circulation des biens et des services, entraîner l'effondrement des unités économiques et accroître les inégalités et la pauvreté.

Cadres de réponses politiques à ce jour

Le Cadre des Nations Unies pour une réponse socio-économique immédiate à la COVID-19 et le cadre stratégique de l'OIT pour lutter contre la crise COVID-19 fondés sur les normes internationales du travail⁵ reposent sur un ensemble de mesures sanitaires, humanitaires, sociales et économiques qui sont complémentaires et se renforcent mutuellement; l'idée étant de reconstruire un monde meilleur lors de la phase de redressement.

Le cadre stratégique de l'OIT en réponse à la crise de la COVID-19 a structuré les réponses politiques autour de quatre axes, chaque axe complétant les autres en partageant le poids de l'énorme charge à laquelle sont confrontés les pays. Les normes internationales du travail constituent un modèle éprouvé de réponses politiques visant à faciliter une reprise durable et

⁵ Il convient de souligner que le cadre stratégique de l'OIT continue d'être aligné sur le Programme des Nations Unies pour le développement durable à l'horizon 2030, l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, la Déclaration du Centenaire de l'OIT sur l'avenir du travail et la Déclaration d'Abidjan, adopté par la 14^e Région Régionale Africaine de l'OIT.

équitable. Ces normes constituent le piédestal sur lequel reposent les quatre axes. Les axes sont les suivants :

- a) **Stimuler l'économie et l'emploi** - Politique budgétaire active; politique monétaire conciliante ; octroi de prêts et d'un soutien financier à des secteurs spécifiques, y compris celui de la santé.
- b) **Soutenir les entreprises, les emplois et les revenus** - Fournir divers types d'allégements, notamment financiers et fiscaux, aux entreprises; mettre en œuvre des mesures de maintien de l'emploi; et étendre la protection sociale à tous.
- c) **Protéger les travailleurs sur leur lieu de travail**- Renforcer les mesures de sécurité et de santé au travail; adapter les modalités de travail (par exemple, télétravail); prévenir la discrimination et l'exclusion; garantir l'accès aux soins de santé; et généraliser l'accès aux congés payés.
- d) **S'appuyer sur le dialogue social pour trouver des solutions** - Renforcer les capacités et la résilience des organisations d'employeurs et de travailleurs; renforcer les capacités des gouvernements; et renforcer le dialogue social, la négociation collective et les institutions et processus de relations professionnelles.

Les États membres de l'OIT ont mis en œuvre des réponses à la COVID-19 basées sur les quatre axes ci-dessus - et d'après les informations partagées sur [les réponses mises en place au niveau national](#), il ressort que les actions dans ces domaines se sont avérées efficaces, au moins à court terme. Cependant, des défis demeurent.

Réunion régionale africaine virtuelle de l'OIT

La réunion virtuelle des mandants tripartites de l'OIT de la région Afrique se tiendra le 2 juillet 2020, de 09 :00 à 12 :30 heures (GMT) pour discuter des réponses à la crise COVID-19 afin de reconstruire en mieux; dans le cadre du processus menant au [Sommet mondial de l'OIT sur la COVID-19 et le monde du travail](#) les 7, 8 et 9 juillet 2020.

Il est admis que la pandémie laissera le monde du travail avec un taux de chômage plus élevé, des inégalités plus fortes, une plus grande pauvreté, des niveaux d'endettement plus élevés et, selon toute vraisemblance, des niveaux plus élevés de frustration populaire et de probable bouleversement social. En outre, la pandémie a réaffirmé la nécessité de mettre en œuvre la Déclaration du Centenaire de l'OIT sur l'avenir du travail, la Déclaration d'Abidjan, et a clairement montré le prix humain à payer en cas d'échec.

Par conséquent, le processus de reconstruction en mieux devra répondre à certaines questions et défis urgents. En particulier, la réunion régionale africaine virtuelle cherchera à aborder les points suivants (à court, moyen et long terme) :

- (i) Comment promouvoir une croissance soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous en Afrique? Comment concevoir des mesures de riposte face au COVID-19 qui permettent à l'Afrique d'assurer un relèvement rapide et de surmonter les défis qui se présenteront sur la voie d'une juste transition numérique, démographique et environnementale?

- (ii) Que faut-il faire pour remédier aux immenses vulnérabilités du monde du travail que la pandémie a aggravées et révélées au grand jour? Comment intensifier la formalisation de l'économie informelle et progresser résolument vers une couverture sociale universelle ?
- (iii) Quels secteurs d'activité économique et quelles catégories de travailleurs requièrent une attention et un appui particuliers? Comment le processus de relance peut-il incarner un programme porteur de changements pour l'égalité entre hommes et femmes et être l'occasion de promouvoir les jeunes dans le monde du travail?
- (iv) Comment la réduction et l'élimination de la pauvreté et des impératifs des droits et de la justice sociale peuvent-elles être placées comme objectifs centraux du processus de redressement?
- (v) Comment voudrions-nous accélérer l'utilisation des technologies qui rendent possibles de nouvelles modalités de travail à la lumière de l'expérience de la pandémie ? Dans l'affirmative, comment de telles modalités devraient-elles être réglementées?

Objectifs de la réunion régionale africaine virtuelle de l'OIT

L'objectif de la réunion régionale africaine virtuelle de l'OIT est d'offrir une plateforme aux mandants tripartites pour :

- (a) Discuter de l'impact de COVID-19 sur le monde du travail en Afrique, tout en abordant les questions ci-dessus, dans le contexte de la Déclaration du Centenaire, de la Déclaration d'Abidjan et du cadre stratégique de l'OIT pour la réponse à la COVID 19 ;
- (b) Partager les bonnes pratiques en réponse à l'impact de la COVID-19 sur le monde du travail dans le contexte du cadre stratégique de l'OIT (stimuler l'économie et l'emploi, soutenir les entreprises, les emplois et les revenus, protéger les travailleurs sur le lieu de travail, sur la base du dialogue social); tout en répondant aux besoins spécifiques de l'économie informelle, et
- (c) Préconiser des mesures concrètes pour répondre à l'impact de la COVID 19 en Afrique.

Participants

- a. Les Gouvernements au travers les ministres du Travail. D'autres ministères concernés seront invités
- b. Représentant des organisations de travailleurs
- c. Représentants des organisations d'employeurs

La Commission de l'Union Africaine, les Communautés Economiques Régionales, les Centres Régionaux d'Administration du travail, les représentants des opérateurs de l'économie informelle, la Commission économique pour l'Afrique et d'autres agences des Nations unies, la Banque africaine de développement, la Banque mondiale et d'autres partenaires au développement seront invités.

Format de la réunion virtuelle

La réunion sera modérée par Mme Nozipho Mbanjwa, et organisée comme suit :

Séance d'ouverture : 9 h 00 : 9 h 35

Intervenants : Directrice régionale de l'OIT pour l'Afrique
Représentant des gouvernements
Représentant des organisations d'employeurs
Représentant des organisations des travailleurs
Commission de l'Union africaine

Premier panel : 9 h 40 à 10 h 50

Cadre stratégique de l'OIT pour répondre à la crise du COVID-19 - Reconstruire en mieux en Afrique

Conférenciers: (20min)

Ministre du Travail
Ministre des Finances / Economie / Planification
Représentant des organisations d'Employeurs
Représentant des organisations de Travailleurs

Discussion ouverte (50 minutes)

**(par les Ministres, les hauts fonctionnaires, les représentants des
Employeurs et Travailleurs)**

La parole sera distribuée sur la base de la liste des intervenants.

Un maximum de trois (3) minutes pour les interventions.

Deuxième panel : 10: 55-12: 05

Relever les défis de la formalisation de l'économie informelle en Afrique

Conférenciers: (20 min)

Ministre du Travail
Représentant des organisations d'Employeurs
Représentant des organisations de Travailleurs
Représentant de l'économie informelle

Discussion ouverte (50 minutes)

**(par les Ministres, les hauts fonctionnaires, les représentants des
Employeurs et Travailleurs)**

La parole sera distribuée sur la base de la liste des intervenants.

Un maximum de trois (3) minutes pour les interventions.

Session de clôture: 12: 10-12: 30

Message stratégique de l'Afrique

Gouvernement

Employeur

Travailleur

Directrice régionale

Logistique de la réunion

- L'interprétation simultanée sera assurée dans les langues suivantes: anglais, arabe et français.
- L'événement régional se déroulera au moyen d'une plateforme Zoom.
- Le Bureau vous fournira bientôt les détails de la connexion.